

Nous avons également supprimé une politique énergétique nationale qui, en plus de dissuader les investisseurs, constituait une grave pomme de discorde dans nos relations avec les provinces productrices de pétrole.

Nous avons déréglementé les secteurs des services financiers et des transports.

Nous nous sommes débarrassés d'une taxe cachée, de l'ordre de 13,5 p. 100, touchant les facteurs de production utilisés par les fabricants; cette taxe constituait une entrave à la compétitivité. Nous l'avons remplacée par une taxe nationale, visible, sur la valeur ajoutée des ventes de biens et de services, une taxe de 7 p. 100.

Nous avons également entrepris de réduire la taille du gouvernement. Au fil des ans, souvent pour des raisons tout à fait acceptables à un moment où notre pays était encore en période de maturation, le gouvernement du Canada s'était doté d'un arsenal coûteux de ce que nous appelons les sociétés d'État.

Il en existait 61 en 1984 : elles possédaient des actifs de 50 milliards de dollars et des effectifs de 207 000 personnes. Nous avons examiné soigneusement la liste de ces sociétés d'État afin de faire la distinction entre celles qui servaient toujours l'intérêt national et celles qui ne le servaient plus. En fonction de ce critère, nous avons privatisé 23 sociétés d'État, dont une très importante compagnie aérienne, deux sociétés de construction aéronautique, ainsi qu'une entreprise de communications et de traitement de données.

Nous avons également négocié l'Accord de libre-échange canado-américain (ALE) et l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), sujets sur lesquels je vais revenir dans un instant.

De plus, nous nous sommes attaqués à la tâche la plus difficile : nous avons lancé une campagne des plus vigoureuse pour réduire un déficit fédéral très lourd.

Je souhaite faire une parenthèse ici pour vous expliquer nos buts ultimes. Il importe de le faire, car il existe certaines différences de perception et de vocabulaire entre nos deux pays.

Des termes comme «conservateur» et «libéral», ou «droite» et «gauche», n'ont pas tout à fait le même sens de part et d'autre de la frontière canado-américaine. Prenez, par exemple, le nom même de mon propre parti politique : «progressiste-conservateur». Alors que la notion d'un parti à la fois progressiste et conservateur est étrangère à vos traditions politiques, un parti, au Canada, incarne bien ces idéaux depuis plus d'un demi-siècle.